

---

# Fiches sectorielles

---

Services marchands



## Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales et d'entreprises profilées **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Comme les autres instituts statistiques européens, dans une optique de meilleure analyse économique du système productif, l'Insee met en place la définition économique de l'entreprise. Dans cette optique, les unités légales faisant partie d'un groupe sont rassemblées, puis le « profilage » consiste à identifier, parmi les groupes, la ou les entreprise(s) pertinente(s) pour l'analyse économique au sens du décret de 2008 en application de la loi de Modernisation de l'économie (LME) et à reconstituer leurs comptes consolidés. Ces entreprises sont conformes à la définition légale donnée par la LME : « la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production et jouissant d'une certaine autonomie de décision » et à la définition européenne de l'entreprise précisée dans le règlement 696/93.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales. L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

**Sauf mention explicite, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales et des entreprises profilées.**

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette publication, les résultats de 2012 et les évolutions entre 2012 et 2013 sont présentés sur la base du champ de 2013.

## Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

## 10.1 Chiffres clés des services marchands

En 2013, le secteur des **services principalement marchands** (hors services financiers) compte près de 1,8 million de sociétés non financières et d'entrepreneurs individuels (SNFEI) et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 734 milliards d'euros. Les **services aux entreprises** concentrent un peu moins de la moitié de la valeur ajoutée (VA) du secteur et se subdivisent en deux grands groupes : les activités spécialisées, scientifiques et techniques, apparentées aux métiers du conseil et de l'assistance (60 % du CA, 57 % de la VA et 53 % des effectifs des services aux entreprises) et les activités administratives et de soutien, plus opérationnelles. **L'information et la communication** viennent ensuite (23 % du CA et de la VA des services marchands), portées, pour les deux tiers et à parts égales, par les télécommunications et les activités informatiques. **L'immobilier** et **l'hébergement-restauration** réalisent des chiffres d'affaires et des valeurs ajoutées de même ordre (respectivement 12 % et 10 % du CA et 12 % et 11 % de la VA), mais le second emploie près de quatre fois plus de salariés que le premier. Enfin, les **services aux particuliers** génèrent une valeur ajoutée de 21 milliards d'euros (soit 6 % de la VA du secteur).

Les petites structures sont au cœur du tissu productif des services. Les unités de moins de 10 salariés génèrent une part des ventes nettement supérieure à la moyenne observée dans l'ensemble de l'économie marchande (34 % du CA contre 22 %) et la taille moyenne des unités légales y est modeste (2,1 salariés). Le poids des non-salariés dans l'emploi y est élevé (17,7 % au lieu de 13,3 % dans l'ensemble de l'économie marchande), du fait d'un nombre important d'entrepreneurs individuels et de gérants.

Entre 2013 et 2014, la croissance de la production est plus soutenue dans les services que dans l'ensemble des secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers (+ 1,3 % contre + 0,4 %). Les secteurs les plus dynamiques sont l'information et la communication (+ 2,3 % dont + 3,9 % dans les télécommunications) et les services aux entreprises (+ 1,5 %). La valeur ajoutée augmente davantage dans les grandes que dans les petites unités légales.

Sur longue période (2000-2013), la vitalité des services est manifeste : la production augmente deux fois plus vite dans les services que dans l'ensemble du secteur marchand (hors financier et agricole) (+ 30 % en volume contre + 15 %). Ce dynamisme est d'abord dû à une forte et durable demande en produits de l'information et de la communication (+ 63 %), portée par l'explosion du marché des télécommunications (+ 141 %) et par les services informatiques (+ 59 %). Il est également lié aux besoins croissants des entreprises en prestations intellectuelles (+ 59 %).

En matière d'emploi salarié aussi, les services se caractérisent par leur tonicité (+ 16 % entre 2000 et 2014 contre moins de 1 % dans l'ensemble du secteur marchand). L'écart est particulièrement marqué avec l'industrie (- 23 %). Dans les services, les effectifs augmentent dans la plupart des activités, à l'exception des télécommunications (- 28 %), de l'édition, audiovisuel, diffusion (- 5 %), et des autres activités spécialisées (2 %). Les secteurs les plus créateurs d'emploi sont la programmation informatique (+ 47 %), les services intellectuels aux entreprises (activités juridiques, comptables, ingénierie, publicité, etc.) (+ 37 %) et la restauration (+ 29 %). ■

### Définitions

Les **services** englobent un ensemble d'activités dont le principal point commun est la fabrication de produits immatériels, même si, parfois, la frontière entre matériel et immatériel est ténue.

Les **services des secteurs principalement marchands** sont composés des **activités immobilières** (section L de la NAF rév. 2), des **services rendus aux entreprises** (sections M et N), du secteur de **l'information et la communication** (section J), de **l'hébergement et de la restauration** (section I) et des **services aux particuliers** (sections R et S), hors associations (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

### Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2014 : la croissance reste faible », *Insee Première* n° 1561, juillet 2015.

# Chiffres clés des services marchands 10.1

## 1. Chiffres clés des services marchands en 2013

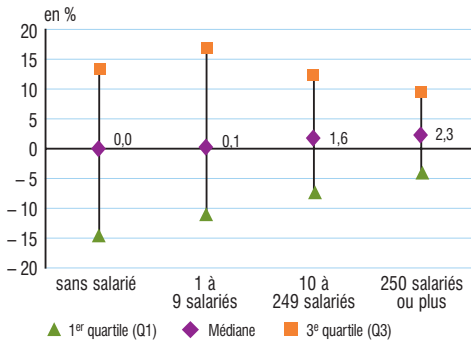
	Entreprises	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	1 717,2	1 038,6	249,2	13,2	117,4	32,2
De 10 à 249 salariés EQTP	49,5	1 462,1	237,2	25,5	108,6	25,3
250 salariés EQTP ou plus	1,2	1 289,0	247,4	33,4	126,1	24,0
<b>Ensemble</b>	<b>1 768,0</b>	<b>3 789,7</b>	<b>733,8</b>	<b>72,0</b>	<b>352,1</b>	<b>81,4</b>
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	3 421,7	11 930,7	3 657,4	592,6	985,7	183,4
<b>Poids des entreprises du secteur des services<sup>1</sup> (en %)</b>	<b>51,7</b>	<b>31,8</b>	<b>20,1</b>	<b>12,2</b>	<b>35,7</b>	<b>44,4</b>

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur des services marchands par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des services marchands.

Source : Insee, Ésane.

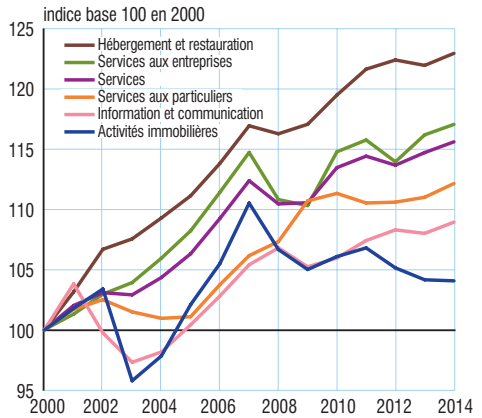
## 2. Dispersion de l'évolution de la valeur ajoutée entre 2012 et 2013



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des services marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont une évolution de leur valeur ajoutée supérieure à 1,6 % entre 2012 et 2013.

Note : les entreprises retenues sont celles présentes sur les 2 années, elles sont classées selon leur taille en 2013. Sont exclues les entreprises dont la valeur ajoutée est négative ou nulle (12,9 % en 2012 et 13,7 % en 2013).  
Source : Insee, Ésane (Fare).

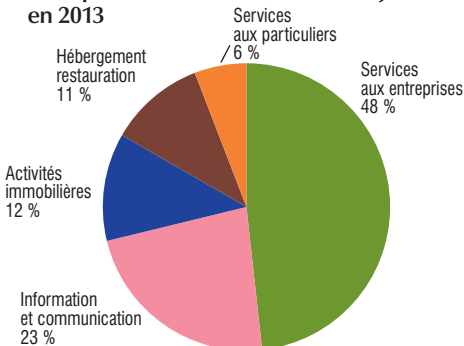
## 3. Évolution de l'emploi salarié, y compris intérim



Champ : France métropolitaine, services marchands, en secteur d'établissements. Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4<sup>e</sup> trimestre).

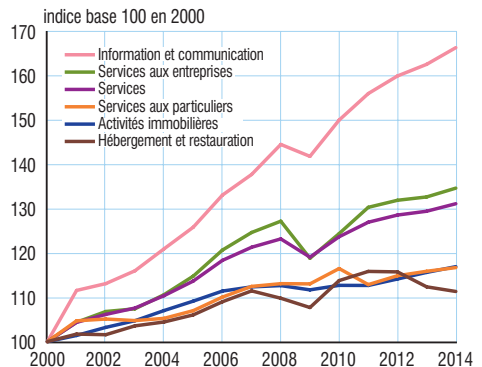
## 4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2013



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des services marchands.

Source : Insee, Ésane.

## 5. Production par branche en volume



Champ : France, branches des services marchands.

Source : Insee, comptabilité nationale.

## 10.2 Ratios des services marchands

Les entreprises des services marchands (hors services financiers) exportent peu, contrairement à leurs homologues de l'industrie (10 % du chiffre d'affaires en 2013 contre 33 %), car, la production de services exigeant souvent une proximité géographique ou culturelle avec la clientèle, la pénétration d'un marché étranger se fait plutôt par l'implantation de filiales. Cependant, quelques activités sont internationalisées : la recherche-développement, qui affiche un taux d'exportation de 43 %, les sièges sociaux (35 %), l'édition de logiciels (34 %), l'ingénierie (22 %). Les activités liées aux voyages, de par leur nature même, sont aussi très ouvertes sur les marchés étrangers (32 %). Au final, les exportations des services se concentrent dans les services aux entreprises (66 % du total) et l'information-communication (27 %).

La production de services est relativement intégrée : près de la moitié est réalisée en interne (taux de valeur ajoutée de 48 %), contre un peu plus d'un quart (27 %) dans l'ensemble du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Ce taux culmine dans l'immobilier (56 %) et les services administratifs et de soutien aux entreprises (53 %), du fait du poids des activités de main-d'œuvre (intérim, sécurité, nettoyage). En revanche, il est très faible dans les activités liées aux voyages (14 %), en raison du modèle économique des voyageurs, fondé sur l'achat de séjours ou circuits clé en main.

En 2013, le taux de marge des entreprises de services est légèrement supérieur à celui de l'ensemble du secteur marchand, hors sièges sociaux (30 % contre 26 %). Il est stable par rapport à 2012, cette stabilité se retrouvant dans la plupart des grands secteurs et par taille d'entreprises. Ce ratio est fortement lié à la nature de l'activité, capitalistique ou de main-d'œuvre. Ainsi, il dépasse les 50 % dans les secteurs nécessitant des investissements lourds : location et location-bail (73 %), immobilier (69 %), télécommunications (58 %). *A contrario*, il est inférieur à 10 % dans les activités reposant exclusivement ou presque sur le travail humain : voyages (8 %),

enquêtes et sécurité (5 %), intérim (1 %). Il est également tributaire de la taille des unités légales : les très petites unités (0 à 9 salariés) ont un taux de marge supérieur à celui des grandes (250 salariés et plus) — 38 % contre 26 % —, mais nettement plus dispersé.

Comme en 2012, les services ont des rentabilités économique et financière proches de la moyenne de l'économie (respectivement autour de 8 % et 6,5 %). Les secteurs les plus performants sur ces deux critères sont les autres activités de services (19 % et 21 %), du fait des jeux de hasard et d'argent (43 % et 46 %) et des activités artistiques (38 % et 24 %), et les activités administratives et de soutien (13 % et 8 %), tirées par le nettoyage (22 % et 24 %) et la location et location-bail (16 % et 13 %).

Le taux d'investissement dans les services est supérieur à la moyenne (23 % contre 19 %). L'effort d'investissement est concentré dans trois activités très capitalistiques : l'immobilier (46 % du total), où le taux d'investissement atteint 87 % en 2013, la location et location-bail (17 % du total) et les télécommunications (9 %). Ce haut niveau d'investissement nécessite un fort recours à l'emprunt. Alors que le taux moyen d'endettement dans les services est de 75 %, très proche de celui de l'économie marchande (76 %), il atteint 135 % dans l'immobilier, 101 % dans les télécommunications et 96 % dans la location. Mais l'intensité capitalistique n'est pas la seule cause d'endettement : le secteur de la restauration, dont l'effort d'investissement est faible (12 %), est très endetté (145 %).

Les salariés des services marchands bénéficient de rémunérations nettement supérieures à la moyenne, soit 44 900 euros annuels en 2013 contre 39 700 par équivalent temps plein (EQTP). Les activités intellectuelles (conseil, assistance...) sont mieux rémunérées que les services opérationnels : 75 000 euros dans les sièges sociaux et le conseil en gestion, 62 800 euros dans la programmation et diffusion de radio et télévision, mais moins de la moitié dans le nettoyage (24 300 euros), les services personnels (26 000 euros). ■

### Définitions

**Ratios** : voir annexe *Glossaire*.

**Médiane, quartile** : voir annexe *Glossaire*.

# Ratios des services marchands 10.2

## 1. Ratios du secteur des services marchands selon la taille en 2013

	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus	en % Ensemble entreprises marchandes <sup>1</sup>
<b>Organisation et débouchés de la production</b>					
Taux d'exportation	9,8	5,3	10,7	13,5	16,2
Taux de valeur ajoutée	48,0	47,1	45,8	51,0	27,0
Intensité capitalistique (milliers d'euros)	229,0	303,4	177,9	227,0	184,2
<b>Ratios de rentabilité</b>					
Taux de marge <sup>2</sup>	29,9	39,6	22,5	27,2	26,0
Rentabilité économique	7,9	9,7	6,0	7,7	7,9
<b>Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité</b>					
Taux d'endettement	74,5	63,7	91,1	84,9	76,1
<b>Ratios d'investissement</b>					
Taux d'investissement	23,1	27,5	23,3	19,0	18,6
Taux d'autofinancement	179,4	230,6	126,3	166,4	150,5

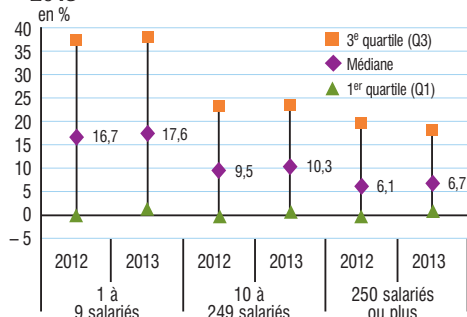
1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

2. Hors sièges sociaux.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées des services marchands.

Source : Insee, É sane.

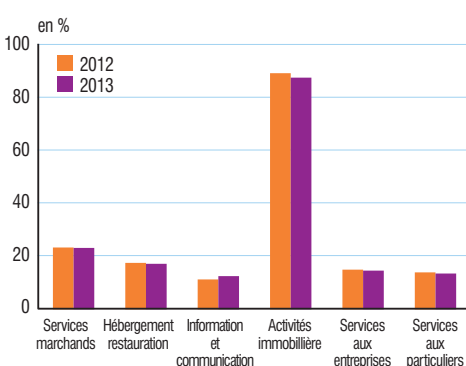
## 2. Dispersion des taux de marge en 2012 et 2013



Champ : France, unités légales employeuses et entreprises profilées des services marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de marge supérieur à 10,3 % en 2013.

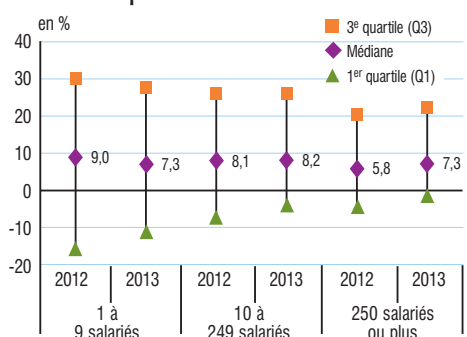
Source : Insee, É sane (Fare).

## 3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France, unités légales et entreprises profilées des services marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Source : Insee, É sane (Fare).

## 4. Dispersion des taux de rentabilité économique en 2012 et 2013



Champ : France, unités légales employeuses et entreprises profilées des services marchands, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de rentabilité économique supérieur à 8,2 % en 2013.

Source : Insee, É sane (Fare).

## 5. Personnes en emploi dans les services marchands en 2014

	en %			
	Part de femmes	Part d'actifs		Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus	
Hébergement et restauration	49,3	32,2	21,5	19,1
Information et communication	32,5	21,6	21,3	7,9
Activités immobilières	52,1	16,5	30,4	18,1
Services aux entreprises	44,8	19,6	25,2	15,6
Services aux particuliers	59,0	24,8	23,5	31,0
<b>Ensemble services marchands</b>	<b>46,6</b>	<b>22,6</b>	<b>24,2</b>	<b>17,7</b>
<b>Ensemble secteurs principalement marchands<sup>1</sup></b>	<b>36,6</b>	<b>21,3</b>	<b>25,5</b>	<b>13,3</b>

1. Entreprises des secteurs principalement marchands hors agriculture et secteur financier.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus exerçant dans les services marchands.

Source : Insee, enquête Emploi.